



PETRO-CANADA

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

LE 31 MARS, 2008

RÉSULTATS CONSOLIDÉS (non vérifié)
Pour les périodes terminées le 31 mars
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2008	2007
Produits		
Exploitation	6 617 \$	4 867 \$
Revenus (charges) de placement et autres (note 4)	(31)	(26)
	6 586	4 841
Charges		
Achats de pétrole brut et de produits	2 963	2 308
Exploitation, commercialisation et administration	843	827
Exploration	143	142
Amortissement pour dépréciation et épuisement	523	441
Perte (gain) non réalisé(e) à la conversion de la dette à long terme libellée en devises étrangères	55	(17)
Intérêts	48	42
	4 575	3 743
Bénéfices avant impôts	2 011	1 098
Impôts sur les bénéfices		
Exigibles	844	491
Futurs	91	17
	935	508
Bénéfice net	1 076 \$	590 \$
Bénéfice par action (note 5)		
De base	2,22 \$	1,19 \$
Dilué	2,20 \$	1,18 \$

RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ (non vérifié)
Pour les périodes terminées le 31 mars
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2008	2007
Bénéfice net	1 076 \$	590 \$
Autres éléments du résultat étendu, nets d'impôt		
Variation de l'écart de conversion de devises étrangères	207	7
Résultat étendu	1 283 \$	597 \$

Voir les notes complémentaires

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS (non vérifié)

Pour les périodes terminées le 31 mars

(en millions de dollars canadiens)

Trois mois terminés les 31 mars

	2008	2007
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	1 076 \$	590 \$
Éléments sans effet sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Amortissement pour dépréciation et épuisement	523	441
Impôts futurs	91	17
Désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	19	17
(Gain) perte non réalisé(e) à la conversion de la dette à long terme libellée en devises étrangères	55	(17)
Gain à la vente d'actifs (note 4)	(4)	(62)
Pertes non réalisées sur les contrats dérivés associés à Buzzard (note 4)	-	88
Autres	11	-
Frais d'exploration	81	92
Augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation	(417)	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 435	1 166
Activités d'investissement		
Dépenses en immobilisations corporelles et frais d'exploration	(1 016)	(716)
Produit de la vente d'actifs	12	82
Augmentation des autres actifs	-	(17)
(Augmentation) diminution des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités d'investissement	34	(59)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(970)	(710)
Activités de financement		
Augmentation des effets à court terme à payer (note 6)	322	-
Remboursement de la dette à long terme (note 6)	(696)	(2)
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 7)	3	6
Achat d'actions d'ordinaires (note 7)	-	(87)
Dividendes sur les actions ordinaires	(63)	(65)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(434)	(148)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	308
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	231	499
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	262 \$	807 \$

Voir les notes complémentaires

BILAN CONSOLIDÉ (non vérifié)**Au 31 mars 2008**

(en millions de dollars canadiens)

	31 mars 2008		31 décembre 2007	
Actif				
Actif à court terme				
Trésorerie et équivalent de trésorerie	262	\$	231	\$
Débiteurs	2 608		1 973	
Impôts à recouvrer	-		280	
Stocks (note 3)	1 856		668	
Impôts futurs	24		26	
	4 750		3 178	
Immobilisations corporelles, montant net	20 145		19 497	
Écart d'acquisition	809		731	
Autres actifs	425		446	
	26 129		23 852	\$
Passifs et capitaux propres				
Passif à court terme				
Créditeurs et charges à payer	3 802	\$	3 512	\$
Impôts sur les bénéfices à payer	78		-	
Effets à court terme à payer (note 6)	431		109	
Tranche à court terme de la dette à long terme	2		2	
	4 313		3 623	
Dette à long terme (note 6)				
Autres passifs	2 743		3 339	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	683		717	
Impôts futurs (note 3)	1 267		1 234	
	3 474		3 069	
Capitaux propres				
Actions ordinaires (note 7)	1 368		1 365	
Surplus d'apport (note 7)	24		24	
Bénéfices non répartis	12 261		10 692	
Cumul des autres éléments du résultat étendu				
Écart de conversion de devises étrangères	(4)		(211)	
	13 649		11 870	
	26 129	\$	23 852	\$

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS (non vérifié)**Pour les périodes terminées le 31 mars**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars			
	2008		2007	
Bénéfices non répartis au début de la période	10 692	\$	8 565	\$
Incidence cumulative de l'adoption de nouvelles normes comptables (note 3)	556		-	
Bénéfice net	1 076		590	
Dividendes sur les actions ordinaires	(63)		(65)	
Bénéfices non répartis à la fin de la période	12 261	\$	9 090	\$

Voir les notes complémentaires

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)

1. INFORMATIONS SECTORIELLES LIÉES AUX ACTIVITÉS

Trois mois terminés le 31 mars

	Amont															
	Gaz naturel nord-américain		Sables pétrolifères		Côte Est du Canada		International		Aval		Services partagés		Éliminations ⁴		Total consolidé	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Produits																
Ventes aux clients	430 \$	349 \$	345 \$	166 \$	682 \$	601 \$	1 394 \$	664 \$	3 766 \$	3 087 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 617 \$	4 867 \$
Revenus (charges) de placement et autres ¹	3	61	2	(2)	1	-	(31)	(90)	(8)	(3)	2	8	-	-	(31)	(26)
Ventes intersectorielles	99	85	297	222	204	129	-	-	4	4	-	-	(604)	(440)	-	-
Produits sectoriels	532	495	644	386	887	730	1 363	574	3 762	3 088	2	8	(604)	(440)	6 586	4 841
Charges																
Achats de pétrole brut et de produits ²	93	41	248	130	188	176	-	-	2 439	1 958	-	-	(5)	3	2 963	2 308
Opérations intersectorielles	2	2	8	4	2	2	-	-	592	432	-	-	(604)	(440)	-	-
Exploitation, commercialisation et administration	128	124	204	131	57	59	130	162	404	352	(80)	(1)	-	-	843	827
Exploration	50	56	5	19	-	4	88	63	-	-	-	-	-	-	143	142
Amortissement pour dépréciation et épuisement	154	108	27	39	97	103	170	118	75	69	-	4	-	-	523	441
Perte (gain) non réalisé(e) à la conversion de la dette à long terme libellée en devises étrangères	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	55	(17)	-	-	55	(17)
Intérêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	48	42	-	-	48	42
	427	331	492	323	344	344	388	343	3 510	2 811	23	28	(609)	(437)	4 575	3 743
Bénéfice (perte) avant impôts	105	164	152	63	543	386	975	231	252	277	(21)	(20)	5	(3)	2 011	1 098
Impôts sur les bénéfices																
Exigibles	27	61	15	6	177	138	647	258	23	56	(47)	(27)	2	(1)	844	491
Futurs	4	(9)	25	14	(9)	(8)	(8)	(36)	45	37	34	19	-	-	91	17
	31	52	40	20	168	130	639	222	68	93	(13)	(8)	2	(1)	935	508
Bénéfice net (perte nette)	74 \$	112 \$	112 \$	43 \$	375 \$	256 \$	336 \$	9 \$	184 \$	184 \$	(8) \$	(12) \$	3 \$	(2) \$	1 076 \$	590 \$
Dépenses en immobilisations corporelles et frais d'exploration³	167 \$	205 \$	178 \$	90 \$	38 \$	38 \$	251 \$	157 \$	378 \$	221 \$	4 \$	5 \$	- \$	- \$	1 016 \$	716 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	199 \$	159 \$	166 \$	69 \$	485 \$	481 \$	506 \$	277 \$	(16) \$	214 \$	95 \$	(34) \$	- \$	- \$	1 435 \$	1 166 \$
Total de l'actif	4 179 \$	4 121 \$	3 936 \$	2 967 \$	2 352 \$	2 327 \$	6 058 \$	6 220 \$	9 677 \$	6 894 \$	37 \$	523 \$	(110) \$	(2) \$	26 129 \$	23 050 \$

1 Les revenus (charges) de placement et autres pour le secteur International comprennent des pertes non réalisées liées aux contrats dérivés associés à Buzzard de néant \$ pour les trois mois terminés le 31 mars 2008 (88 millions \$ pour les trois mois terminés le 31 mars 2007) (note 4).

2 Les achats de pétrole brut et de produits du secteur Aval représentent essentiellement l'ensemble des stocks constatés au titre de charge durant la période.

3 Les dépenses consolidées comprennent des intérêts capitalisés d'un montant de 13 millions \$ pour les trois mois terminés le 31 mars 2008 (6 millions \$ pour les trois mois terminés le 31 mars 2007).

4 Éliminations s'entend des ventes entre secteurs comptabilisées aux prix de cession, en fonction des prix courants du marché, et des profits intersectoriels non réalisés sur les stocks. Les données antérieures ont été reclassées afin de respecter la présentation utilisée pour la période considérée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (non vérifié)
(en millions de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

2. PRINCIPES DE PRÉSENTATION

Les exigences d'information concernant les états financiers annuels prévoient la présentation de renseignements additionnels non requis dans le cas des états financiers intermédiaires. Par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus parallèlement aux états financiers consolidés vérifiés datés du 31 décembre 2007. Les états financiers consolidés intermédiaires sont présentés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et suivent les conventions comptables résumées dans les notes complémentaires aux états financiers consolidés annuels, sauf en ce qui a trait aux modifications indiquées à la note 3.

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Le 1^{er} janvier 2008, la Société a adopté les chapitres suivants du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (Manuel de l'ICCA)* : 1535, *Information à fournir concernant le capital*; 3031, *Stocks*; 3862, *Instruments financiers – informations à fournir*, et 3863, *Instruments financiers – présentation*.

En raison de l'adoption du chapitre 1535 du *Manuel de l'ICCA* intitulé *Information à fournir concernant le capital*, la Société présente maintenant des renseignements détaillés sur la gestion de son capital (note 10).

En raison de l'adoption du chapitre 3031 du *Manuel de l'ICCA* intitulé *Stocks*, la Société détermine maintenant les coûts de son pétrole brut et de ses produits pétroliers raffinés au moyen de la méthode du premier entré, premier sorti (PEPS). Auparavant, les coûts étaient déterminés au moyen de la méthode du dernier entré, premier sorti (DEPS). Conformément aux dispositions transitoires de cette nouvelle norme comptable, la Société a choisi d'ajuster les bénéfices non répartis d'ouverture de 2008 en utilisant la différence dans l'évaluation des stocks d'ouverture de 2008 et de ne pas retraiter les montants des périodes antérieures. Par conséquent, le tableau suivant présente les catégories du bilan qui ont été touchées au 1^{er} janvier 2008 :

	Augmentation	
Stocks	812	\$
Passif d'impôts futurs	256	
Bénéfices non répartis	556	

En raison de l'adoption du chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA* intitulé *Instruments financiers – informations à fournir*, la Société a accru les informations qu'elle fournit relativement à ses risques financiers et à ses instruments financiers (note 11).

Il n'y a aucune autre incidence importante sur les états financiers consolidés découlant de l'adoption de ces nouvelles normes.

4. REVENUS (CHARGES) DE PLACEMENT ET AUTRES

Les revenus (charges) de placement et autres pour les trois mois terminés le 31 mars 2008 comprenaient des pertes de change de 22 millions \$ et des pertes sur des contrats dérivés du secteur Aval de 13 millions \$, contrebalancées en partie par des gains nets à la vente d'actifs de 4 millions \$. Pour les trois mois terminés le 31 mars 2007, les revenus (charges) de placement et autres comprenaient des pertes non réalisées de 88 millions \$ sur les contrats dérivés associés à Buzzard, contrebalancées en partie par des gains nets à la ventes d'actifs de 62 millions \$.

5. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau ci-dessous indique le nombre d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du bénéfice par action.

(en millions)	Trois mois terminés les 31 mars	
	2008	2007
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – de base	484,0	497,0
Effet des options sur actions dilutives	4,0	5,0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué	488,0	502,0

NOTES COMPLÉMENTAIRES (non vérifié)
(en millions de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

6. DETTE À LONG TERME

	Échéance	31 mars 2008	31 décembre 2007
Obligations et effets			
Effets de premier rang non garantis à 5,95 % (600 millions \$ US)	2035	601 \$	577 \$
Effets de premier rang non garantis à 5,35 % (300 millions \$ US)	2033	260	248
Obligations non garanties à 7,00 % (250 millions \$ US)	2028	247	237
Obligations non garanties à 7,875 % (275 millions \$ US)	2026	278	267
Obligations non garanties à 9,25 % (300 millions \$ US)	2021	306	294
Effets de premier rang non garantis à 5,00 % (400 millions \$ US)	2014	407	391
Effets de premier rang non garantis à 4,00 % (300 millions \$ US)	2013	288	275
Facilités de crédit consortiales	2012	300	995
Contrats de location-acquisition	2008-2022	58	57
		2 745	3 341
Tranche à court terme		(2)	(2)
		2 743 \$	3 339 \$

Au 31 mars 2008, la Société avait des facilités de crédit consortiales engagées renouvelables totalisant 3 570 millions \$, (2 200 millions \$ au 31 décembre 2007) venant à échéance en 2012, et des facilités de crédit à vue bilatérales renouvelables de 1 519 millions \$ (1 500 millions \$ au 31 décembre 2007). Au 31 mars 2008, un montant total de 970 millions \$ prélevé sur les facilités de crédit était utilisé pour des acceptations bancaires, des prêts au taux interbancaire offert à Londres (TIOL), des lettres de crédit et la couverture de découvert.

Au 31 mars 2008, la Société avait prélevé sur ses facilités de crédit consortiales un montant de 300 millions \$ (995 millions \$ au 31 décembre 2007) sous la forme d'acceptations bancaires en dollars canadiens et sur ses facilités de crédit à vue, des montants de 363 millions \$ (109 millions \$ au 31 décembre 2007) et de 68 millions \$ (néant \$ au 31 décembre 2007) sous la forme d'acceptations bancaires en dollars canadiens et de prêts au TIOL, respectivement. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur les acceptations bancaires en cours a été de 4,11 % pour les facilités de crédit consortiales et de 4,15 % pour les facilités de crédit à vue. Le taux d'intérêt moyen pondéré pour les prêts au TIOL a été de 5,14 %. Ces taux d'intérêt sont fixes en vertu de l'échéance des acceptations bancaires et des prêts au TIOL qui est de 30 jours ou moins.

Le 31 mars 2008, la Société a déposé un prospectus préalable de base pour l'offre de titres d'emprunt d'une valeur d'au plus 4 milliards \$ US auprès de la commission des valeurs mobilières ou de l'organisme de réglementation équivalent dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Le 1^{er} avril 2008, le même prospectus a été déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Aucun titre d'emprunt n'a été émis à ce jour.

7. CAPITAUX PROPRES

Les variations du nombre d'actions ordinaires et du surplus d'apport ont été les suivantes :

	Actions	Montant	Surplus d'apport
Solde au 31 décembre 2007	483 459 119	1 365	24
Actions émises en vertu des régimes d'options sur actions et d'actionariat des employés	180 633	3	-
Actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités	-	-	-
Solde au 31 mars 2008	483 639 752	1 368	24

NOTES COMPLÉMENTAIRES (non vérifié)
(en millions de dollars canadiens)

7. CAPITAUX PROPRES *suite*

La Société a un programme de rachat d'actions dans le cadre d'une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités. Elle a renouvelé ce programme en juin 2007 en vue de racheter un maximum de 25 millions de ses actions ordinaires en circulation au cours de la période allant du 22 juin 2007 au 21 juin 2008, sous réserve de certaines conditions. Au cours des trois mois terminés le 31 mars 2008, la Société n'a pas racheté d'actions ordinaires. Pour les trois mois terminés le 31 mars 2007, la Société a racheté 2 000 000 d'actions ordinaires pour un coût total de 87 millions \$. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions rachetées a été comptabilisé comme une réduction de 81 millions \$ du surplus d'apport.

8. RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Le recouvrement total enregistré au titre de la rémunération à base d'actions a été de 97 millions \$ pour les trois mois terminés le 31 mars 2008 (14 millions \$ pour les trois mois terminés le 31 mars 2007).

(a) Régimes d'options sur actions et d'unités d'actions récompensant le rendement (UAR)

Les variations du nombre d'options sur actions et d'UAR en cours ont été les suivantes :

	Options sur actions		UAR
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	Nombre
Solde au 31 décembre 2007	21 035 064	34	1 166 044
Octroyées	3 452 700	47	237 288
Levées contre actions ordinaires	(180 633)	17	s.o.
Remises contre versement en espèces	(90 625)	31	s.o.
Annulées/expirées	(35 360)	46	(584 139)
Solde au 31 mars 2008	24 181 146	36	819 193

(b) Régime de droits à la plus-value des actions (DPV)

Les variations du nombre d'options sur actions et de DPV en cours ont été les suivantes :

	DPV	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
Solde au 31 décembre 2007	3 659 450	44
Octroyées	3 912 480	47
Levées	(11 255)	44
Annulées	(63 754)	46
Solde au 31 mars 2008	7 496 921	46

NOTES COMPLÉMENTAIRES (non vérifié)
(en millions de dollars canadiens)

9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées et certains avantages sociaux comme l'assurance maladie et l'assurance vie à ses retraités admissibles. Les charges associées à ces régimes se présentent comme suit :

	Trois mois terminés les 31 mars			
	2008		2007	
Régimes de retraite :				
Régimes à prestations déterminées				
Coûts pour l'employeur des services rendus de l'exercice	11	\$	10	\$
Intérêts débiteurs	23		22	
Rendement prévu de l'actif des régimes	(28)		(28)	
Amortissement de l'actif transitoire	(1)		(1)	
Amortissement des pertes actuarielles nettes	12		11	
	17		14	
Régimes à cotisations déterminées				
	5		4	
	22	\$	18	\$
Autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite :				
Coûts pour l'employeur des services rendus de l'exercice	1	\$	1	\$
Intérêts débiteurs	3		3	
Amortissement de l'obligation transitoire	1		1	
Amortissement des pertes actuarielles nettes	1		1	
	6	\$	6	\$

La Société s'attend à verser des cotisations de 58 millions \$ à ses régimes de retraite en 2008.

10. GESTION DU CAPITAL

La stratégie de gestion du capital de la Société est conçue pour maintenir la capacité et la flexibilité financières propres à soutenir une croissance rentable quelle que soit la conjoncture. Le capital de la Société comprend les capitaux empruntés, constitués de la dette à long terme et des effets à court terme à payer, et les capitaux propres. La Société évalue sa capacité et sa flexibilité financières à l'aide de deux mesures clés : le ratio dette/flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, la mesure clé à court terme, et le ratio dette/dette plus les capitaux propres, la mesure clé à long terme. Les deux mesures sont calculées comme suit :

	31 mars 2008		31 décembre 2007	
Dette à long terme (tranche à long terme)	2 743	\$	3 339	\$
Plus : tranche à court terme de la dette à long terme	2		2	
Total de la dette à long terme	2 745		3 341	
Plus : effets à court terme à payer	431		109	
Dette (A)	3 176	\$	3 450	\$
Capitaux propres	13 649		11 870	
Dette plus les capitaux propres (B)	16 825	\$	15 320	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (C)¹	3 608	\$	3 339	\$
Ratio dette/flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
(A/C) (en nombre de fois)	0,9		1,0	
Ratio dette/dette plus les capitaux propres (A/B) (en pourcentage)				
	18,9		22,5	

1. Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation correspondent à une moyenne mobile sur 12 mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (non vérifié)
(en millions de dollars canadiens)

10. GESTION DU CAPITAL *suite*

Au 31 mars 2008, le ratio dette/flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se situait dans la fourchette cible de la Société d'au plus deux fois. Le ratio dette/dette plus les capitaux propres se situait au-dessous de la fourchette cible de 25 % à 35 %, fournissant la flexibilité financière pour financer le programme de dépenses en immobilisations et les occasions de croissance rentable de la Société. La Société pourrait dépasser les fourchettes cibles pendant de courtes périodes mais en ayant toujours comme objectif de les ramener à l'intérieur de ces fourchettes.

Les clauses restrictives associées aux divers arrangements bancaires de la Société relativement à la dette sont vérifiées régulièrement et des contrôles sont en place pour assurer la conformité à ces clauses. La Société a respecté toutes les clauses au cours des trois mois terminés le 31 mars 2008.

La trésorerie de la Société est utilisée en priorité pour financer le programme de dépenses en immobilisations et les occasions de croissance rentable et ensuite pour remettre de l'argent aux actionnaires par le truchement de dividendes et d'un programme de rachat d'actions.

La Société revoit régulièrement sa stratégie en matière de dividende pour s'assurer que la politique de dividende est alignée sur les attentes des actionnaires et sur les objectifs financiers et de croissance. La Société a renouvelé son programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités pour la période du 22 juin 2007 au 21 juin 2008, ce qui autorise la Société à acheter jusqu'à 5 % de ses actions ordinaires en circulation, sous réserve de certaines conditions (note 7). En raison d'un programme d'investissement croissant, la Société s'attend à ce que les rachats d'actions soient moins importants au cours des années futures, comparativement à 2006 et à 2007.

La stratégie de gestion du capital de la Société reste inchangée par rapport à la période précédente.

11. RISQUES FINANCIERS ET INSTRUMENTS FINANCIERS

Risques financiers

La Société est exposée à des risques financiers dans le cours normal de ses activités, dont les risques de marché découlant des fluctuations des prix des marchandises, des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que les risques liés au crédit et aux liquidités. La nature des risques financiers et la stratégie de gestion de ces risques par la Société ont peu changé par rapport à la période antérieure.

a) Risques de marché

La Société surveille les risques liés aux fluctuations du marché et peut utiliser des contrats dérivés pour gérer ces risques d'une manière qu'elle juge appropriée. La Société n'utilise pas de contrats dérivés à des fins spéculatives.

Risque lié aux prix des marchandises

La Société est exposée à un risque lié aux prix des marchandises du fait que les fluctuations des prix du pétrole brut et du gaz naturel sont susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur sa situation financière, ainsi que sur la valeur et le volume de ses réserves. Les prix du pétrole brut et du gaz naturel fluctuent en fonction des variations de l'offre et de la demande de pétrole brut et de gaz naturel, de l'incertitude sur le marché et de divers autres facteurs qui sont indépendants de la volonté de la Société.

Les marges que la Société réalise sur les produits raffinés sont aussi influencées par des facteurs tels que les fluctuations des prix du pétrole brut, en raison de l'incidence de ces fluctuations sur les coûts des charges d'alimentation des raffineries, sur les achats de produits raffinés à des tiers et sur la demande de produits pétroliers raffinés. La capacité de la Société de maintenir les marges sur les produits dans un contexte de coûts accrus des charges d'alimentation dépend de sa capacité de transmettre les coûts accrus aux clients. La Société conclut des contrats dérivés pour réduire le risque lié aux fluctuations des marges dans son secteur Aval, notamment les marges sur les ventes de produits à prix fixe, et aux fluctuations des prix à court terme à l'achat de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés étrangers et canadiens. Le risque lié aux fluctuations des marges est limité pour la Société. Par conséquent, la juste valeur des contrats dérivés en cours n'est pas importante.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (non vérifié)
(en millions de dollars canadiens)

11. RISQUES FINANCIERS ET INSTRUMENTS FINANCIERS *suite*

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée à un risque de taux d'intérêt, les variations des taux d'intérêt du marché ayant une incidence sur les passifs à taux d'intérêt fixe et sur les flux de trésorerie liés à la fois aux passifs à taux d'intérêt variable et aux emprunts futurs. Les effets, obligations et contrats de location-acquisition portent tous intérêt à taux fixe. Tous les montants prélevés en vertu des facilités de crédit consortiales et à vue bilatérales et toutes les obligations en vertu du programme de titrisation portent intérêt à taux variable. La Société examine régulièrement la proportion relative de ses emprunts à taux variable par rapport à ses emprunts à taux fixe pour s'assurer qu'elle est conforme à ses objectifs financiers.

Risque de change

Étant donné que les prix des marchandises sont exprimés principalement en dollars américains, les produits, les achats de pétrole brut et de produits, les débiteurs, créiteurs et charges à payer connexes, ainsi que les engagements hors bilan de la Société sont touchés par le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Ces débiteurs, créiteurs et charges à payer libellés en dollars américains représentent une partie importante du montant total des débiteurs, créiteurs et charges à payer de la Société.

La majeure partie du risque de change provient de la dette à long terme de la Société, dont la plus grande partie est sous la forme d'obligations et d'effets libellés en dollars américains. Ce risque atténue le risque de taux de change lié aux produits libellés en dollars américains.

La presque totalité de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de la Société est libellée en dollars canadiens.

Le secteur International de la Société, de même que les activités de son secteur Gaz naturel nord-américain dans les Rocheuses américaines, exposent la Société aux fluctuations des taux de change des devises étrangères, surtout le dollar américain.

b) Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit associé aux capacités des contreparties de respecter leurs obligations envers la Société. La Société gère ce risque en établissant des principes et des limites relatifs au crédit, qui sont appliqués au moment de la sélection des contreparties. La Société s'assure qu'elle ne s'expose pas au risque de crédit de façon importante et qu'aucun client ne représente plus de 10 % de ses produits consolidés durant une période donnée.

Au 31 mars 2008, l'exposition maximale de la Société au risque de crédit correspondait à la valeur comptable de ses actifs financiers inscrits au bilan consolidé et de 480 millions \$ de débiteurs en circulation vendus dans le cadre du programme de titrisation de la Société et non constatés dans le bilan consolidé. La Société a constitué des provisions suffisantes pour pertes prévues afin de couvrir le risque de crédit associé à tous les actifs financiers, y compris les débiteurs titrisés non constatés. Ces provisions ne sont pas importantes.

c) Risque de liquidité

La Société est exposée à un risque de liquidité découlant de l'incapacité éventuelle de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie en temps opportun et de façon économique pour régler ses passifs financiers à mesure qu'ils arrivent à échéance. La Société gère le risque de liquidité en établissement des prévisions de flux de trésorerie de façon à déterminer les besoins de financement, en maintenant des facilités de crédit engagées et à vue et en maintenant un accès à du financement additionnel à des taux concurrentiels par l'intermédiaire des marchés des capitaux et d'institutions financières ayant des cotes de solvabilité élevées. Tout titre d'emprunt émis par la Société est géré conformément à des profils précis sur le plan de la liquidité et de l'échéance.

Instruments financiers

À l'exclusion des obligations, des effets de premier rang et des contrats de location-acquisition, qui sont comptabilisés en tant que dette à long terme, la juste valeur des instruments financiers est égale à la valeur comptable ou s'en rapproche. La juste valeur des obligations, des effets de premier rang et des contrats de location-acquisition était de 2 571 millions \$ au 31 mars 2008 (2 500 millions \$ au 31 décembre 2007), comparativement à une valeur comptable de 2 445 millions \$ (2 346 millions \$ au 31 décembre 2007). Les justes valeurs des obligations, des effets de premier rang et des contrats de location-acquisition sont fondées sur les valeurs de marché cotées pour des instruments dont les échéances et les risques sont similaires.